

Journée consacrée aux partis communistes étrangers en Belgique – 14 février 2009.

Le développement de la Fédération Belgio du P.C.I.
ANGELINI, Sergio

2009, 4 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pc_etrangiers_en_belgique_-_4_developpement_federation_belgio_pci.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : ANGELINI, Sergio, « Le développement de la Fédération Belgio du P.C.I. », in *Journée consacrée aux partis communistes étrangers en Belgique – 14 février 2009*, Bruxelles, CArCoB, 2009, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pc_etrangiers_en_belgique_-_4_developpement_federation_belgio_pci.pdf>, (date de consultation).

Journée consacrée aux partis communistes étrangers en Belgique
14 février 2009

4.
Le développement de la Fédération Belgio du P.C.I.

D'une manière générale nous pouvons dire que l'attitude adoptée par le Parti Communiste de Belgique vis-à-vis des travailleurs immigrés, qui consistait non seulement à permettre, d'un point de vue politique, la naissance d'organisations autonomes de ces travailleurs, mais également à choisir de contribuer concrètement à la construction de ces structures.

En ce qui concerne le Parti Communiste Italien, cela débute à la moitié des années cinquante, à une époque où les étrangers n'étaient pas considérés comme des citoyens, car ils ne pouvaient ni organiser ni participer à des activités publiques de quelque nature qu'elles soient. C'est alors que le soutien et l'aide du Parti belge et de ses militants permit aux communistes italiens de jeter les bases d'un embryon d'organisation qui, avec le temps et surtout d'énormes sacrifices de ses militants, allait devenir un des plus forts partis communistes de l'immigration.

Au début, l'aide et la solidarité des militants belges se traduisait surtout par le fait de nous permettre tout simplement de nous réunir, cela peut sembler banal aujourd'hui, mais à l'époque il n'était pas rare de voir des descentes de police dans nos réunions et ceci dans le but non seulement de les interrompre, mais surtout de saper le moral des participants afin de casser ces organisations naissantes. Dans ce type de situation la présence à nos côtés des camarades du PCB était particulièrement appréciée, surtout quand ils étaient avocats ou juristes, car cela empêchait souvent des abus.

À propos de l'affirmation du droit et de la défense des travailleurs, ce furent ces mêmes avocats qui assurèrent pour le compte de la CGIL la défense des familles des victimes italiennes lors de la catastrophe du Bois du Cazier. Plus tard, les mêmes personnes seront chargées de réunir les conditions afin de permettre l'ouverture des bureaux du Patronato INCA CGIL à Bruxelles et par la suite dans le reste du pays, et cela, avec la ferme opposition de la principale organisation syndicale francophone (c'est-à-dire la FGTB) qui à l'époque était très conservatrice sur ce sujet.

À ce stade la bataille pour rompre le monopole des organisations chrétiennes qui avait débuté avec la présence de missionnaires qui accompagnaient les convois d'émigrés officiellement pour le salut de leur âme, mais dans l'action, comme nous avons

souvent pu le constater, leur présence avait surtout pour but non avoué de contenir, de limiter, voire de réprimer toute intention revendicative de la part de ces travailleurs.

Un moment clef du développement de nos organisations en Belgique fut l'ouverture d'A.S.B.L. italo-belges dans tout le pays, là aussi l'aide et la collaboration des camarades du PCB fut déterminante, non seulement en ce qui concerne l'élaboration des statuts, mais aussi en fournissant les noms des personnes de nationalité belge qui acceptaient d'assumer des responsabilités au sein des conseils d'administration de ces A.S.B.L., car les lois de l'époque exigeaient une présence majoritaire de Belges dans les organismes de direction.

Cette disponibilité totale des camarades du PCB permit aux communistes italiens l'ouverture de cercles culturels sur tout le territoire belge : au nord, les A.F.I. (Associazione Famiglie Italiane), dans la Province du Limburg à Waterschei, Winterslag, Beringen, etc. ; en Wallonie, les mêmes organisations, sous l'appellation de Cercles culturels italo-belges, fleurirent un peu partout, notamment à Seraing, Charleroi, Mons, La Louvière et ensuite, dans les années septante, le Galileo Galilei à Bruxelles.

Ces associations eurent un rôle fondamental et stratégique dans la diffusion de la culture de gauche et furent déterminantes dans la construction du Parti Communiste Italien en Belgique. En effet, elles permirent, grâce aux nombreuses activités culturelles, l'organisation de nombreux débats, fêtes et de rompre le monopole jusque-là exercé par les organisations chrétiennes fondées autour des missionnaires et financées notamment par le syndicat chrétien. Je ne pense pas trahir l'histoire en disant que ces associations se révélèrent de véritables centres de formation d'une génération de militants immigrés, que l'on retrouvera plus tard comme protagonistes dans les structures syndicales de base et à la tête de nombreuses et importantes délégations d'entreprises (ceci s'est vérifié tant à la FGTB qu'à la CSC), ex. : Caterpillar, Clabecq, Cockerill, Boell, Prayon etc.

Aujourd'hui certaines de ces organisations existent encore et continuent leur combat au quotidien pour une société meilleure et plus solidaire, notamment le Leonardo da Vinci à Seraing, les A.F.I. dans le Limbourg. Parallèlement, la collaboration sur base du respect mutuel d'indépendance se développa entre nos partis dans de nombreux domaines : les rubriques en langue italienne dans *Le Drapeau Rouge*, la présence des stands de *l'Unità* aux fêtes du *Drapeau Rouge*, ainsi que la présence mutuelle et active dans de nombreux mouvements sociaux, manifestations pacifistes, droit de vote pour tous les travailleurs immigrés etc.

Sans oublier le véritable partenariat que nous établîmes quand la Fédération du P.C.I. décida de se lancer dans la publication d'un propre journal (*L'Incontro dei Lavoratori*), un douze pages hebdomadaire que l'on imprimait sur les rotatives du *Drapeau Rouge* et qui était distribué à quatre mille exemplaires en Belgique. À la fin des années septante, nous étions devenus le premier parti de l'émigration italienne en Belgique (avec un

score de 36,1% aux élections européennes de 1979, année où les émigrés italiens purent voter pour la première fois) et sans doute aussi le mieux structuré en Europe.

Aux élections européennes suivantes (1984), c'est la camarade Francesca Marinaro, dirigeante de la fédération de Belgique, qui fut choisie pour représenter les travailleurs immigrés au Parlement Européen, elle qui était d'origine sicilienne sera finalement élue dans le Piémont. Cette candidature fut fortement voulue par Enrico Berlinguer en personne, alors secrétaire général du PCI.

Ces résultats purent être atteints grâce et avant tout à l'esprit d'initiative et au courage des militants communistes italiens ; en particulier, je pense à ceux de la première génération, qui au prix d'immenses sacrifices personnels et familiaux jetèrent les bases d'une organisation qui a eu le mérite de redonner espoir, dignité et perspective à des centaines de milliers de travailleurs italiens expatriés en Belgique.

Toutefois, ces objectifs n'auraient pas pu se réaliser en l'absence de la ligne politique adoptée par le PCB envers les partis communistes immigrés : cette affirmation est facilement vérifiable en parcourant l'histoire de ces mêmes partis dans un pays limitrophe comme la France. En effet, avec le recul, il est clair que l'attitude du Parti Communiste de Belgique a favorisé un développement autonome qui a permis aux immigrés de ce pays de s'intégrer d'une manière consensuelle.

Cette disponibilité et collaboration continuera même quand le Parti Communiste Italien décidera d'adhérer au groupe socialiste européen et ensuite à l'Internationale Socialiste. Ceci, confirme mon analyse selon laquelle le choix du Parti Communiste de Belgique fut un acte de modernité politique en des temps peu propices à cela dans le mouvement communiste international.

Sergio ANGELINI,
Ancien responsable du PCI en Belgique.